

L'Argentine des Kirchner,
dix ans après la crise

- Marie-France Prévôt-Schapira* L'Argentine des Kirchner,
dix ans après la crise ?
- Pierre Salama* Croissance et inflation en Argentine
sous les mandatures Kirchner
- Martín Armelino* Syndicats et politique sous les
gouvernements kirchnéristes
- Ricardo Sidicaro* Gouvernement et oppositions
en Argentine (2008-2011)
- Maristella Svampa* Du « Qu'ils s'en aillent tous ! »
à l'exacerbation de la rhétorique
nationale-populaire
- Gabriel Kessler* Clairs-obscur de la structure sociale.
Tendances en contrepoint dans
l'Argentine du XXI^e siècle
- Varia**
- Nathalie Besse* Sergio Ramírez, acteur et mémorialiste
de la révolution sandiniste

L'Argentine des Kirchner,
dix ans après la crise

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE

L'Argentine des Kirchner,
dix ans après la crise

Marie-France Prévôt-Schapira

Pierre Salama

Martín Armelino

Ricardo Sidicaro

Maristella Svampa

Gabriel Kessler

Varia

Sergio Ramírez et la révolution sandiniste

Prix : 20 €



DU « QU'ILS S'EN AILLENT TOUS ! » À L'EXACERBATION DE LA RHÉTORIQUE NATIONALE-POPULAIRE

*Maristella SVAMPA **

UNE DÉCENNIE, TROIS MOMENTS

Expliquer comment, nous les Argentins, nous sommes passés du « Qu'ils s'en aillent tous ! » (« ¡Que se vayan todos ! ») à l'exacerbation de la rhétorique national-populaire n'est pas une tâche facile et mériterait sans aucun doute une longue analyse et une multiplicité de niveaux de lecture. Nous n'aborderons ici que quelques-uns des aspects liés aux changements dans les formes de mobilisation, les débats politiques et idéologiques et le déplacement des frontières du conflit social. Nous partons du constat que si les gouvernements de Néstor Kirchner et de Cristina Fernández de Kirchner sont loin d'avoir signifié une refondation politique, comme le soutiennent leurs défenseurs, leur gestion ne peut pas être non plus interprétée comme s'inscrivant dans la simple continuité des années 1990 (Svampa, 2007). En réalité, les ambiguïtés, les tensions entre continuités et ruptures, les doubles discours constituent un fil conducteur, dans un scénario où la rhétorique nationale-populaire, qui a de profondes résonances dans la politique argentine, s'affirme comme un élément central. Rappelons que la tradition nationale-populaire renvoie, dans le cas argentin, aux origines du parti justicialiste, fondé par J. D. Perón en 1946. Dans notre analyse, nous reprenons en partie la perspective de De Ipola et Portantiero (1986), qui considère que le double processus du populisme (constitution du peuple et construction d'un ordre étatique), doit être lu à partir de trois niveaux d'analyse : les demandes et la tradition nationale-populaire ; le populisme comme mouvement de nationalisation

* Maristella Svampa est sociologue argentine, chercheur indépendante du Consejo Nacional de Investigaciones Científicas (Conicet), professeur de l'université nationale de la Plata, directrice du Programme d'études critiques du développement (PECS).

et de citoyenneté des masses ; et le populisme comme forme particulière d'engagement de l'État.

On peut observer dans l'Argentine des années 2000 trois moments politiques qui sont scandés par des événements qui ont eu un fort impact social. En premier lieu, la rébellion de 2001 qui se caractérise par une crise généralisée et un nouveau cycle de mobilisation sociale, dont le point d'inflexion est la répression du Pont Pueyrredon (2002). Le deuxième moment est celui de l'ascension de Néstor Kirchner à la présidence (2003) qui dessine un nouveau scénario politique, en interpellant fortement la société et les organisations sociales mobilisées (retour « à la normale », émergence d'un discours progressiste « depuis le haut » et retour timide du national-populaire). Enfin le troisième moment s'ouvre avec le conflit entre le gouvernement national et le secteur agraire (2008) et connaît une double inflexion, lors de l'approbation de la loi sur l'audiovisuel (2009) et de la mort subite de Néstor Kirchner (2010). Nous caractérisons ce troisième moment comme celui de l'exacerbation du discours national-populaire.

Cet article propose de suivre ces trois moments forts de la politique argentine de ces dix dernières années, à partir desquels nous dégagerons des catégories analytiques susceptibles de rendre compte des changements dans les orientations politiques et de l'actuelle inflexion nationale-populaire ainsi que des différents modèles de développement.

DU « QU'ILS S'EN AILLENT TOUS ! » À L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEL *ETHOS* MILITANT

La crise de l'hégémonie qui frappa l'Argentine à la fin de l'année 2001 fut d'une grande violence, après dix années de politiques néolibérales qui avaient sapé et transformé en profondeur les structures sociales. Sentiment et réalité se mêlent dans la démesure de la crise à l'origine de l'effondrement du cadre qui jusqu'alors régissait le destin national. L'Argentine a touché le fond : les ajustements successifs, l'impensable gel des avoirs bancaires (*corralito*), le défaut de paiement, la circulation des monnaies locales en remplacement de la monnaie légale toujours plus rare ont débouché sur une vague de pillages ainsi que sur l'inoubliable nuit de *Los cacerolazos* du 19 décembre 2001. Ces mobilisations ont déchaîné la plus féroce des répressions depuis le retour à la démocratie, avec plus de 30 morts et des centaines de blessés. La démission du président de la Rúa et la succession de quatre présidents en quelques semaines donnent la mesure de l'ampleur de la crise institutionnelle.

En 2002, « notre année extraordinaire », une grande opportunité historique a semblé s'ouvrir : la crise de l'hégémonie a été accompagnée de grandes mobilisations qui ont envahi la rue aux cris de « Qu'ils s'en aillent tous ! ». Dans ce contexte de décomposition économique, l'Argentine s'est transformée en un laboratoire politico-social. La multiplication des foyers de révolte a montré que la population ne se résignait pas et qu'elle contestait les formes

conventionnelles de représentation politique, cherchant à reconstruire le lien social « depuis le bas ».

Rappelons que dans les années 1990 les politiques néolibérales ont renforcé les frontières de l'exclusion, dessinées principalement par le chômage. Dans un contexte d'appauvrissement et de décollectivisation des classes populaires, sont nées de grandes organisations de chômeurs (*piqueteros*) qui se sont caractérisées par des formes d'action directe (barrages de route), le travail communautaire dans les quartiers, le contrôle des programmes sociaux attribués par le gouvernement et la démocratie participative. À partir de 1999, ces acteurs ont joué un rôle central, tout particulièrement en 2002 où ils ont marché sur la capitale pour faire entendre leurs demandes adressées à l'État. De telle sorte que vue « d'en bas », la profonde crise de 2001-2002 a eu pour effet de renforcer les organisations de chômeurs et de multiplier les mobilisations. Ces organisations se sont réclamées de diverses traditions politico-idéologiques, de la lutte des classes, de la tradition nationale-populaire, – dans ce cas, celles-ci sont alors déconnectées du parti péroniste –, et du nouveau récit autonomiste, en pleine construction. Ce courant a connu dans les assemblées de quartier son expression la plus tangible. Il en fut de même pour les organisations de chômeurs indépendantes et les nombreux collectifs culturels qui sont apparus dans tout le pays.

Ces trois courants furent loin de s'articuler entre eux. Durant l'année 2002, la construction d'un bloc contre-hégémonique, une proposition gramscienne promue par la CTA (Centrale de travailleurs argentins) et une partie de ses alliés, n'a pas pu être concrétisée dans ces mouvements. Bien que, peu de jours avant que n'éclate la crise, la CTA avait lancé une consultation populaire pour mettre en place une allocation chômage et de formation, elle n'eut qu'une faible capacité de réaction face à la protestation populaire. Déconcertée, ses formes d'action institutionnelles se virent submergées par les multiples actions directes et l'intense visibilité que prirent les organisations *piqueteras*, que ce soit celles de la gauche marxiste ou celles de la mouvance autonomiste. À la fin de l'année 2002, la CTA a réalisé un congrès national et a décidé que le moment était venu de se transformer en un mouvement politico-social, à la manière de la CUT (Centrale unique des travailleurs) brésilienne. Mais cette proposition a vite été dépassée, face aux nouvelles formes organisationnelles. D'autre part, le discours autonomiste est devenu la pierre de touche de l'émergence d'une nouvelle subjectivité militante, surtout chez les jeunes et ceux qui avaient une position critique vis-à-vis des formes d'organisation de la gauche marxiste. Comme le signale Martín Bergel (2007), l'autonomisme dont ils se réclament est plus « pratique » que théorique. Le Mouvement des chômeurs de Solano – dont le récit est relaté dans le livre du collectif *Situaciones* – a été l'un des acteurs phare de cette expérience, et John Holloway et Toni Negri, ses auteurs cultes. Un nouvel *ethos* militant, caractérisé par le rejet de la démocratie délégative a surgi dans les premiers mois de la crise, où se sont mêlés des sentiments de crainte et d'incertitude face à l'absence de repères institutionnels, mais aussi de liesse face aux nouvelles expériences politiques. Le nouvel esprit destituait comme

par magie les pouvoirs en place (partis politiques, syndicats), ainsi que ceux qui pouvaient invoquer leur savoir professionnel d'expertise, ou toute autre voix qui aurait pu dévoyer la volonté politique de la base ou être porteuse d'une tentation hégémoniste. Il y avait de la place pour tous, à condition que ces espaces de délibération signifient l'égalité de tous, sans plus.

Il est certain que pendant la première moitié de l'année 2002, face à l'escalade des partis de la gauche qui avaient étendu leur action dans les organisations *piqueteras* comme dans les assemblées de quartier et les usines récupérées, dans le but d'en prendre le contrôle, la confrontation entre la gauche et les autonomistes a connu alors ses plus forts moments d'exacerbation. Dans de nombreuses assemblées, la gauche marxiste a rencontré ses propres limites et l'*ethos* libertaire a pu se consolider, même si le prix à payer en a été élevé, avec l'affaiblissement et la fragmentation du mouvement. Sur cette scène en ébullition où l'on assistait à un rapide passage de la coopération à l'antagonisme, la catégorie marxiste d'« hégémonie » devient le symbole de tous les maux, de droite comme de gauche ; qu'ils aient le visage de la classe politique traditionnelle ou celle du jeune militant de la gauche partisane. Finalement la formule de J. Holloway « changer le monde sans prendre le pouvoir » avait pour but d'écartier toute possibilité de penser un projet contre-hégémonique depuis l'État, en même temps qu'elle exprimait une subjectivité militante puissante et innovatrice qui se reconnaissait dans l'expérience du zapatisme mexicain ou dans les mouvements altermondialistes.

Les dynamiques socio-politiques se répétant, les perspectives d'autonomie des assemblées urbaines se sont affaiblies en termes de participation. Usées par les interminables discussions politiques et les multiples scissions ou excommunications, elles ont finalement été emportées par les demandes de normalité institutionnelle qui émanaient d'une société épuisée par la crise. Aussi, la répression du Pont Pueyrredon, le 26 juin 2002, issue d'une opération conjointe de la police fédérale, de la Gendarmerie et de la police de la province de Buenos Aires a-t-elle marqué un tournant. Elle a durement frappé les organisations *piqueteras*, tout particulièrement les autonomes d'où provenaient Darío Santillán et Maximiliano Kosteki, les deux jeunes assassinés ce jour-là. La crainte d'une forte répression, évoquant les horreurs de la dictature, porta un coup sévère aux organisations les plus mobilisées ; crainte qui se confirma lors des expulsions et de la répression qui signèrent la fin du gouvernement provisoire de Duhalde (2002-2003).

Aussi, comme le signale Melina Vasquez (2010), la dénonciation de la répression a déclenché l'arrivée de nouveaux contingents de jeunes militants issus des classes moyennes qui se sont rapprochées des organisations *piqueteras* autonomes, afin de nouer des liens avec les secteurs populaires exclus. S'est ainsi consolidée une nouvelle génération militante, celle de 2001, caractérisée par son inscription territoriale, l'activisme de la base, la demande d'autonomie et l'horizontalité des relations politiques. Une sorte de rituel de voyage du centre de la ville vers les périphéries l'a unie à travers tout le pays, en particulier pour ceux qui allaient dans les lieux les plus pauvres

des banlieues de Buenos Aires. Elle s'est posée comme défi de construire la politique « depuis le bas » et d'articuler politique et éthique. « Maxi et Dario », qui en définitive avaient offert leur vie au pire moment de la crise, apparaissaient comme des « modèles exemplaires » pour cette nouvelle jeunesse.

Ce nouvel *ethos* militant, ancré dans l'activisme territorial, est progressivement devenu plus autocritique et pour cela beaucoup moins hyperboliquement autonomiste qu'en 2002. Il s'est diffusé dans les espaces organisationnels, parmi lesquels les nombreux collectifs culturels qui s'étaient développés dans le champ du ciné documentaire (vidéo-activisme), du journalisme alternatif, de l'éducation populaire. Il est également apparu dans le syndicalisme de base qui commence à se manifester à partir de 2003-2004, lorsque les indicateurs économiques se sont améliorés, mais que la précarité du travail s'est aggravée. Ainsi ont émergé de nouvelles cohortes de jeunes délégués syndicaux qui après tant d'années d'apparente immobilité et de perte de confiance dans les organisations syndicales ont redonné force à l'action syndicale à travers leurs luttes. Certaines de ces expériences furent éphémères comme dans le cas de la Coordination des travailleurs précaires (Barattini, 2008) ; beaucoup ont eu leur première expérience politique dans les assemblées de quartier de 2002 ¹. Ils sont, pour partie, héritiers de cet esprit libertaire, partisans de l'action radicale, plus enclins aux alliances avec les mouvements de gauche, rejetant les structures bureaucratiques.

Plus tard, l'influence de la nouvelle subjectivité militante s'est aussi fait sentir dans les associations de « voisins » contre les grands projets miniers à ciel ouvert. La première est apparue à Esquel, dans la province patagonienne de Chubut. Elles se sont multipliées à travers 15 provinces menacées par le développement vertigineux de l'activité minière transnationale. Ces assemblées polyclassistes, avec une forte composante de classes moyennes, sont les fidèles héritières de cet *ethos* militant de 2001. L'Union des assemblées citoyennes (UAC) créée en 2006 est un espace d'autonomie inventif dans lequel se forment de nouveaux répertoires d'action. Mais, dans le même temps, ces formes d'organisation basistes, avec leurs demandes d'autonomie et leur refus, souvent extrême, de la délégation de pouvoir, fragilisent la possibilité de consolider cette instance, dans une logique d'accumulation politique.

En somme, il n'y a pas eu de recomposition politique depuis « le bas », mais une transformation du tissu organisationnel tant par le retour de la gauche classiste que par la diffusion d'une posture autonomiste, avec un fort ancrage territorial et des aspirations démocratiques. Plus encore, une nouvelle génération, celle de 2001, émerge dans une large gamme d'organisations, depuis celles des chômeurs, certaines associations de classes moyennes, des

1. Les entretiens avec Oscar Martínez de l'atelier des études sur le travail (2009) corroborent ces analyses sur l'émergence d'un nouvel activisme syndical, lié à celui des assemblées de 2002, comme expérience initiatique. Voir également, Paula Abal Medina (2009).

nouveaux délégués syndicaux et des assemblées contre l'activité minière transnationale.

LE RETOUR À LA NORMALE ET L'ÉMERGENCE D'UN DISCOURS NATIONAL-POPULAIRE

L'orientation nationale-populaire du kirchnérisme fut progressive. Au début de 2003, le déclin des nouvelles mobilisations ainsi que la fragmentation des organisations de chômeurs diluèrent les espoirs d'une recomposition politique par le bas, pour donner cours à une forte demande d'ordre et de normalité. En ce sens, à peine eut-il assumé la présidence que Kirchner se fit l'écho de ce message de la société, résumé dans son slogan de campagne : « Pour un vrai pays, pour un pays normal ».

Une des caractéristiques de cette période initiale a été l'élaboration d'un discours progressiste « depuis le haut », facilité par l'émergence d'un espace progressiste au niveau latino-américain et le retour, encore timide, de l'idéologie nationale-populaire, s'accompagnant de la revalorisation du rôle de l'État. Rappelons que les premiers gestes de Kirchner ont contribué à reconfigurer le champ politique depuis la sphère institutionnelle. La réforme de la Cour suprême de justice, les droits de l'homme en tant que politique d'État, la revendication d'une certaine autonomie de la politique par rapport à l'économie et enfin le choix d'une politique économique hétérodoxe furent ses premières mesures. Elles lui ont rallié un ensemble d'organisations sociales, parmi lesquelles il faut mentionner diverses organisations des droits de l'homme, qui avaient été durement touchées par les lois successives d'amnistie (sous Alfonsín et Menem) et plusieurs organisations de chômeurs se réclamant de la tradition nationale-populaire, mais jusque-là restées en dehors du parti justicialiste.

Jusqu'à la fin de 2004, avec la rapide consolidation du gouvernement de Néstor Kirchner, la scène politique a connu de profondes reconfigurations, par l'intégration, le reflux ou la mise au pas. Les organisations de *piqueteros* liées à la gauche partisane comme celles appartenant à la mouvance indépendante et autonome ont perdu la centralité qu'elles avaient lors du mouvement de résistance à la crise. À ceci s'ajoutent les changements importants dans les conditions économiques du pays, après la dévaluation de la monnaie, en 2003. L'Argentine de la post-convertibilité commence à connaître une réactivation économique et industrielle. On observe alors un premier déplacement des frontières du conflit social. Le contexte de croissance économique, sans redistribution et avec une forte augmentation de la précarité marque le retour du conflit syndical et de la vieille CGT (Confédération générale du travail), après une décennie de démobilitation et de compromission. Cependant, bien que la reprise industrielle ait été notable, au regard du passé, elle reste limitée. Ce processus de réindustrialisation a été favorisé par la dépréciation de la monnaie, soutenue par les interventions de la Banque centrale. Mais au-delà, les politiques actives en direction de l'industrie ont été rares, tandis que la politique industrielle n'a toujours pas été conçue de manière inclusive et soutenable. C'est pourquoi la réactivation

économique et manufacturière qui a eu lieu à partir de 2003 n'a pas réussi à inverser le chemin pris dans les années de désindustrialisation néolibérale (Azpiazu y Schoor, 2010). Par ailleurs, la dynamique salariale des dernières années a été centrée sur la récupération des acquis et des bénéfiques que les travailleurs avaient perdu, sans retrouver toutefois le niveau du début des années 1990 ; ce qui explique que, malgré la forte baisse du chômage, une partie importante de la population se situe encore sous le seuil de la pauvreté². Enfin, l'image de la « voie industrielle » doit être relativisée dans la mesure où, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, la croissance est liée à l'exportation de matières premières, principalement le soja, dans un contexte d'avantages comparatifs favorables, liés à la forte hausse des prix mondiaux. En termes géopolitiques, à l'instar des autres pays latino-américains, l'Argentine est passée du consensus de Washington au consensus des *Commodities* (matières premières), ce qui a signifié la mise en place d'un modèle néo-développementiste, de base extractiviste, fondé sur la surexploitation de ressources naturelles³.

Le gouvernement de Néstor Kirchner s'est tactiquement doté d'une double identité progressiste : la défense des droits de l'homme en tant que politique d'État et l'affirmation d'une solidarité latinoaméricaine. Il y eut également une tentative de construire une force progressiste transversale. Cette tentative, sans cohérence, vite abandonnée, a toutefois fait une place aux organisations *piqueteras*, qui se réclamaient de la tradition nationale-populaire. Elles ont été intégrées au gouvernement sous le nom plus politiquement correct d'« organisations sociales » (Barrio de Pie, mouvement Evita, fédération Tierras y Viviendas). Cependant, ces forces militantes n'ont pas été capables de produire un discours alternatif comme ce fut le cas de celles de la génération de 2001, nourries des idées autonomistes et de la lutte des classes. Certaines de ces (ex)organisations *piqueteras* ont obtenu des postes officiels, mais comme le démontre l'excellente enquête journalistique de C. Boyanovsky (2010), la relation de Néstor Kirchner avec ces dernières a été plutôt mesquine, remplie de « va-et-vient » qui montraient que la reconnaissance du rôle qu'elles pouvaient jouer n'était pas totale de la part du gouvernement. De notre point de vue, ceci est également beaucoup lié au rejet et à la stigmatisation de ces mouvements par les grands médias et les classes moyennes, voire même le gouvernement, comme le suggère le bras de fer qu'il a engagé contre les organisations *piqueteras* restées dans l'opposition, pour le contrôle de la rue. Il est vrai que ni leur rôle dans les luttes anti-libérales des années 1990, ni la référence à la génération des années 1970 (*setentista*)⁴ ont suffi à doter ces organisations de légitimité.

2. Le taux de pauvreté se situe autour de 25 %, voir G. Kessler dans ce même numéro.

3. Voir M. Svampa, « "Néo-développementisme extractiviste", gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, été 2011.

4. D'une manière large, et au-delà des différentes interprétations, l'*ethos* des années 1970 fait référence à la génération des jeunes militants politiques et syndicaux disparus sous la dernière dictature militaire.

En définitive et globalement, cet acteur a continué à être vu par une grande partie de la société en termes de « classes dangereuses », « lumpenproletariat résiduel » ou simplement comme une expression du clientélisme de gauche, sous la protection du nouveau gouvernement.

En réalité, déjà dans cette première étape, le kirchnérisme a choisi de s'appuyer sur les secteurs syndicaux traditionnels. En 2004, la CGT s'est réunifiée sous la direction de Hugo Moyano. Ce dirigeant du syndicat des camionneurs, qui avait pris la tête du MTA (Mouvement des travailleurs argentins) durant les années 1990, un mouvement qui se réclamait à la fois de la tradition-populaire et du syndicalisme d'entreprise (voir l'article de Martín Armelino dans ce même numéro).

DISCOURS BINAIRES ET EXACERBATION DU DISCOURS NATIONAL-POPULAIRE

Le conflit entre le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner – qui venait de remporter les élections présidentielles – et les producteurs agricoles en 2008 a été l'occasion d'actualiser le legs national-populaire. Rappelons que le conflit a éclaté à la suite de la décision du gouvernement d'augmenter les taxes à l'exportation, de 35 % à 44 %. De manière inédite, le front agraire a rassemblé aussi bien les grandes organisations agricoles – dont l'historique Société rurale argentine, qui regroupe les grands propriétaires –, que les représentants des petits et moyens producteurs (Fédération agraire argentine) et ont organisé une série de barrages routiers et de grèves patronales (*lock-out*), laissant le pays au bord de l'asphyxie durant 100 jours.

Ce conflit mit en évidence l'importance des transformations agricoles survenues au cours de la dernière décennie et la centralité du modèle *sojero* dans l'actuelle structure économique argentine. Le conflit fait entrer dans l'arène politique les différents acteurs du nouveau modèle. Il a donné de la visibilité à des acteurs « mineurs », – les petits producteurs qui ont soutenu les barrages routiers –, de même qu'il a partiellement attiré l'attention sur la situation des exclus du modèle, comme les communautés paysannes et indigènes qui ont été déplacées et dépouillées de leurs terres en raison de la déforestation et des cultures transgéniques, notamment dans le Nord argentin ⁵.

La virulence du conflit économique lui a conféré une dimension politique, tant dans la réponse inflexible du gouvernement, ironisant sur « les *piquetes* de l'abondance ⁶ », que dans la réaction immédiate des classes moyennes *porteñas* qui sont descendues dans la rue pour soutenir les producteurs agricoles. La mise en cause de l'autoritarisme du gouvernement a réactivé

5. Ajoutons qu'une grande partie de la gauche partisane s'est divisée entre ceux qui ont appuyé le gouvernement et ceux qui ont rallié le front des producteurs agraires, sous la houlette des grandes organisations.

6. Le *Piquete* (barrage routier) a été le mode privilégié d'action des organisations de chômeurs (*piqueteros*).

les vieux schémas binaires qui traversent l'histoire argentine : civilisation/ barbarie, péronisme/antipéronisme, peuple/oligarchie. Aujourd'hui, peu importe si le gouvernement s'est montré inflexible pour négocier avec les différentes parties, cimentant ainsi le front de l'opposition, ou si les vieux préjugés racistes et classistes des classes moyennes à l'égard des bases populaires péronistes se sont de nouveau manifestés. Le conflit a marqué un avant et un après. Dans ce contexte, le gouvernement a obtenu le soutien actif d'un large groupe d'intellectuels de profil progressiste, *Carta Abierta* ; ils ont proposé une lecture de ce rapport de force en termes de conflit « destituant », dans lequel les mobilisations agricoles faisaient planer une menace « putschiste » contre les institutions et clamaient leur volonté de défendre les institutions.

Quelques mois plus tard, le gouvernement a retrouvé son pouvoir d'initiative ; son schéma binaire s'est considérablement renforcé avec le vote de la loi sur l'audiovisuel qui l'a opposé au grand groupe multimédia Clarín – jusqu'alors bénéficiaire des politiques du gouvernement. Les débats autour de la nouvelle loi sur l'audiovisuel suscitèrent également l'adhésion enthousiaste de nombreux journalistes, artistes et secteurs de l'éducation qui avaient maintenu jusqu'alors une position de soutien tacite ou de consensus passif avec le kirchnérisme. En conséquence de ces ralliements, l'Argentine a commencé à connaître une polarisation comparable à celle d'autres pays latino-américains, tout particulièrement le Venezuela.

Finalement, la mort subite de Néstor Kirchner a achevé d'ouvrir complètement les vannes du discours national-populaire. La commotion produite par la mort de l'homme politique emblématique de la dernière décennie, comme la peur de la part de certains secteurs de voir s'évanouir les conquêtes obtenues sous ce gouvernement, ont constitué un tournant. Cet événement a eu deux conséquences majeures. D'une part, il a consolidé le discours binaire en tant que « grand récit » refondateur du kirchnérisme, caractérisé par l'opposition bloc populaire *versus* groupes de pouvoir (monopoles, corporations, *gorilas* [antipéronistes]). Comme à d'autres époques de l'histoire argentine, les schémas dichotomiques qui étaient apparus pour réduire la complexité du conflit ont fini par fonctionner comme une grille de lecture globale de la réalité politique argentine. D'autre part, il a provoqué l'élargissement du spectre des alliances en incorporant de manière explicite la jeunesse, dont la présence a été remarquée lors des obsèques de Kirchner. De petites organisations comme la *Cámpora*, fondée par le fils du couple Kirchner, et d'autres similaires, ont connu une forte croissance. Elles se sont multipliées dans tout le pays sous deux formes de militantisme, depuis le sommet de l'appareil d'État ou à partir d'un activisme militant plus virtuel que territorial, sous formes de blogs, *twitts* et réseaux sociaux.

Ce phénomène ne laisse pas de surprendre si on le regarde de manière rétrospective, car les différences qui séparent ce nouveau militantisme de l'*ethos* militant de la génération de 2001 ne sont pas mineures. Même si tous deux se réclament de l'héritage de la génération des années 1970, l'un vise à

la revalorisation du rôle de l'État et associe une bonne dose de pragmatisme avec des références classiques à la tradition nationale-populaire – telles que la conception du *leader* comme expression du projet politique; tandis que l'autre revendique le caractère essentiel du travail de base et territorial et dans le cas du récit autonomiste, il continue à maintenir une relation conflictuelle – non exempte de débats – avec l'idée d'une construction politique depuis l'État.

Il est difficile de prédire le futur politique de l'actuelle jeunesse kirchnériste, compte tenu de sa récente formation. Il est clair que la dynamique vient du sommet de l'État. La présidente a largement contribué à leur donner de l'importance en termes discursifs, au nom d'un « transvasement générationnel ⁷ », mais aussi dans la pratique en leur octroyant des postes importants sur la liste des candidats aux élections législatives d'octobre 2011, déplaçant ainsi syndicalistes et représentants des organisations sociales. Eux-mêmes se pensent à la fois comme les « soldats de Cristina » et les « cadres techniques » du gouvernement, dont la mission est de surveiller et d'assurer la continuité du modèle ⁸.

LE DÉPLACEMENT DES FRONTIÈRES DES CONFLITS SOCIAUX

Le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner a perdu le bras de fer politique avec le secteur agricole au parlement en juillet 2008, et a par la suite traversé une période difficile qui s'est traduite par la défaite électorale de 2009. Cependant, le gouvernement s'en est rapidement remis, grâce à une conjonction de politiques entre la loi sur l'audiovisuel, la loi sur le mariage égalitaire, la renationalisation du système des retraites et surtout le vote de la loi sur l'allocation universelle par enfant, une mesure proposée de longue date par des partis et organisations d'opposition, que la présidente a sanctionné par décret.

À ceci s'est ajoutée la rupture de la CTA où le pluralisme idéologique a trouvé des limites insurmontables, avec la croissante division entre les secteurs progouvernementaux et ceux de l'opposition. Dans ce contexte de rivalités intersyndicales, les actions du nouveau syndicalisme de base lié à la gauche marxiste a connu en octobre 2010 un point d'inflexion dramatique, avec l'assassinat de Mariano Ferreyra, militant du Parti ouvrier (PO), lors

7. Martin Bergel (2011) soutient que c'est un « transvasement générationnel inversé ». « Si dans les années 1970, la jeunesse était un pôle actif, elle semble aujourd'hui tout juste suivre de manière passive ce qu'ont fait ses aînés. C'est ici que se situe l'inversion des rôles. Tandis que la *Jota Pé* (jeunesse péroniste) des années 1970 inscrivait la rhétorique du transvasement générationnel du vieux général dans un mouvement qui inaugurerait la possibilité effective d'associer péronisme et socialisme, de la part des nouveaux groupes de jeunes dirigeants, on n'entend pas beaucoup plus qu'un appel abstrait et peu séduisant à « défendre le modèle ».

8. Nous remercions M. Vásquez qui nous a permis de consulter ses entretiens de militants et cadres des organisations de jeunesses kirchnéristes, dont ceux de la Cámpora.

d'une manifestation qui exigeait la réincorporation des travailleurs licenciés par une des entreprises privatisées de chemins de fer. Ce crime a levé le voile sur la trame obscure des relations entre précarisation, logique d'entreprise, groupes de choc syndicaux et gouvernement, provoquant une forte mise en question des pratiques syndicales et du nouveau modèle de relations du travail.

Aussi, même si à la différence des années 1990, les observations tendent à souligner que durant les années de pouvoir kirchnériste la contestation a reculé et que les formes classiques de la mobilisation syndicale (pour la défense des salaires et des conditions de travail) ont pris le pas sur les autres formes de protestation, cette lecture est partielle. En effet, le modèle a été contesté par l'explosion de conflits territoriaux liés à la dispute pour la terre et le logement ainsi que pour la défense de l'environnement. Ces conflits sont liés à un déficit accumulé en logement et au déplacement de populations rurales et urbaines par le nouveau modèle productif. Agrobusiness, grands projets touristiques, mines à ciel ouvert, entre autres, exigent de grandes superficies de terres. Ces problèmes ont une résonance dramatique pour les organisations et peuples indigènes, qui ont été à l'origine ces dernières années d'une résistance tenace face aux expulsions, durement réprimés et criminalisés.

À cet égard, on peut citer deux épisodes qui furent particulièrement violents. Le premier, celui qui s'est déroulé dans la communauté Qom de Formosa, a eu un fort retentissement en raison de la répression en novembre 2010 qui fit deux morts. Durant les trois mois qui suivirent ces événements, les Qom ont dressé un campement en pleine avenue 9 de Julio pour réclamer leurs terres, confrontés à l'inaction du gouvernement provincial et dans l'indifférence du gouvernement national. L'autre épisode est celui du parc Indoamericano, en décembre 2010, quand plus de 1 000 personnes, venues pour la majorité des *villas de emergencia* (bidonvilles) du sud de la capitale et des banlieues de Buenos Aires l'occupèrent pour s'y installer. L'expulsion s'est soldée par trois morts, dans une situation confuse, traversée par les conflits entre le gouvernement de la ville de Buenos Aires – aux mains de l'opposition de droite – et le gouvernement national, ainsi que par des rivalités politico-juridictionnelles de compétence entre les polices et des conduites clairement xénophobes de la part des « voisins » à l'égard des occupants, dans leur grande majorité des Boliviens et des Paraguayens.

L'émergence d'assemblées d'habitants contre les grands projets miniers, déjà mentionnée, est également liée à ces processus récents. Comme dans d'autres pays latino-américains (Pérou, Équateur, Guatemala), ce type de mobilisations socio-environnementales se situe dans de petites et moyennes localités de la zone de la cordillère ou de la précordillère. Ces mouvements ont obtenu que soient votées des lois interdisant la mine à ciel ouvert (et l'usage de certaines substances polluantes) dans sept provinces argentines (Svampa et Antonelli, 2009).

La répression qui a eu lieu contre les habitants de la petite localité d'Andalgalá, située dans la province de Catamarca, qui s'opposaient à un nouveau projet minier, a été très forte, avec des dizaines d'habitants arrêtés et blessés. La répression a provoqué la révolte des habitants (*pueblada*), qui a fait la une des journaux nationaux, montrant une population pauvre et épuisée face aux promesses non tenues de l'entreprise minière. Cette localité se trouve à seulement 70 km du grand projet minier de La Alumbrera, le premier où a été mis en œuvre l'exploitation à ciel ouvert en 1997, et le plus controversé par les organisations socio-environnementales.

L'une des avancées les plus importantes de ces luttes a été le vote d'une loi nationale de protection des glaciers en septembre 2010; la présidente y avait pourtant mis son veto en 2008 sous la pression des entreprises minières et en particulier de l'entreprise canadienne Barrick Gold, dont l'activité sera compromise par l'application de la loi ⁹.

L'HÉGÉMONIE DU PÉRONISME

Plusieurs hypothèses ont traversé le scénario politique des premières années du XXI^e siècle argentin. Pour certains, il était prévisible que les formes politiques qui se sont multipliées à partir de décembre 2001 ne pourraient se maintenir dans un éternel état d'effervescence et qu'elles échoueraient dans leur tentative de recomposition politique « par le bas ». Nous avons montré que cet échec est aussi dû, en partie, à la tentation hégémonique de la gauche marxiste et à la faible aspiration des partis à construire une nouvelle architecture institutionnelle.

Mais même ainsi, en pleine crise, peu d'analystes croyaient à la recomposition politique rapide « par le haut ». Bien que le système des partis n'ait pas volé en éclats face à l'acuité de la crise de représentation, il existait la volonté d'un certain renouvellement de la classe politique. Finalement, celui-ci n'a pas eu lieu, mais l'explosion de la coalition gouvernementale (l'Alliance entre le parti radical et les secteurs progressistes) en 2001 tout comme la résolution postérieure de la crise ont renforcé l'hypothèse que le péronisme était l'unique parti politique qui pouvait assurer la gouvernabilité d'un pays et d'une société traversés par de multiples conflits. On aurait cependant pu penser, en ce début du XXI^e siècle, que beaucoup d'eau avait coulé sous le pont du péronisme et que le néolibéralisme avait laissé des traces indélébiles dans la mémoire militante des argentins. Plus simplement, il paraissait inconcevable qu'après le tournant libéral notoire du péronisme

9. Cette loi interdit toute activité extractive sur 1 % du territoire national, situé dans la zone glaciaire. Elle a été le produit d'une longue action contre le puissant *lobby* minier réunissant les organisations environnementalistes, les assemblées de citoyens, certains secteurs politiques de centre gauche et des intellectuels engagés dans les luttes environnementales. Cependant, la récente réglementation de la loi confirme la faible volonté du gouvernement national et des différentes institutions de l'État pour la rendre effective.

dans les années 1990, qui s'est traduit par une profonde crise du militantisme politique et un effacement de la contre-culture politique, le militantisme péroniste puisse se revivifier, ni que ses composantes nationales-populaires – revalorisant le rôle de l'État, la centralité du *leader* et la reconstruction d'un appareil militant syndical, social, politique et culturel – soient renforcées.

Sous le gouvernement provisoire de Duhalde (2002-2003), les indicateurs économiques s'étaient déjà améliorés, mais le type de recette politique proposée était celle de la vieille formule combinant le *default* avec la répression. À l'inverse, Néstor Kirchner, le président inattendu, a proposé une formule viable et attractive qui s'inscrivait à la fois dans le tournant progressiste latino-américain et dans des modes traditionnels (pragmatisme politique, concentration du pouvoir, subordination des acteurs au leader, entre autres) dans un contexte de récupération économique.

Il convient de noter que depuis le retour de la démocratie en 1983 le péronisme a gouverné vingt années sur 28, et a été successivement néolibéral dans les années 1990 sous les deux gestions de Carlos Menem; progressiste depuis 2003 avec une tendance nationale-populaire sous la présidence de Néstor Kirchner, et exacerbée avec Cristina Fernandez de Kirchner. Comme l'affirme J. C. Torre (1999), en réalité, le péronisme est un système politique en soi, qui réunit à la fois le gouvernement et l'opposition. Un exemple récent illustre ce propos: lors des primaires ouvertes et obligatoires pour élire les candidats à la présidence, réalisées en août 2011, les courants se revendiquant de la mouvance péroniste ont réuni 70 % des votes émis. Parmi eux, 50,4 % se sont portés sur l'actuelle présidente, anticipant sa prochaine réélection jusqu'en 2015. Tandis que du côté de l'opposition on observe une croissante division au sein du péronisme le plus conservateur et la droite et une volatilité des projets alternatifs de centre gauche. En 2011, l'unique triomphe que l'opposition a pu afficher de façon incontestable a été la réélection du chef de gouvernement de la ville de Buenos Aires, Mauricio Macri, qui se profile comme le candidat des secteurs de la droite pour les élections de 2015.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Argentine, le parti péroniste, dans sa version kirchnériste, aura gouverné pendant douze années consécutives, ce que ni même J. D. Perón n'a pu réaliser, qui gouverna de 1946 à 1955, année où il fut renversé par un coup d'état militaire. Une telle continuité pouvait encore plus difficilement être attendue dans les années 1970, dans le climat d'instabilité institutionnelle et de violence politique de l'époque. Perón mourut en juillet 1974 et son épouse fut renversée en 1976 par la pire de toutes les dictatures militaires qui coûta la vie à 30 000 disparus et décima toute une génération de jeunes militants politiques et syndicaux issus des classes moyennes et populaires.

Le péronisme montre une fois de plus, et beaucoup plus que d'autres populismes latinoaméricains, sa capacité à contenir les courants politico-idéologiques les plus divers en son sein, ainsi que la preuve de sa grande productivité politique. Il n'est pas étonnant que, en raison d'un mélange de

logique politique et de stratégie d'adaptation propre à la plasticité de son cadre idéologique, les mêmes personnes qui furent fervemment néolibérales à un moment, aient pu devenir des adeptes de la voie nationale-populaire à un autre. La réussite économique du gouvernement et l'élargissement du système d'alliances sur le mode national-populaire (non seulement avec le syndicalisme traditionnel, mais aussi avec les secteurs culturels et le nouveau militantisme politique de la jeunesse), avec pour conséquence le rétrécissement et la simplification de l'espace politique, ont eu pour effet de rallier au projet gouvernemental d'importants contingents de la classe moyenne urbaine. Pour la première fois dans son histoire, le péronisme paraît être capable depuis le gouvernement de dépasser l'opposition peuple/culture¹⁰, qui si souvent plana comme une malédiction sur les expériences politiques antérieures. Pour autant, la matrice nationale-populaire est incapable d'agglutiner ou de contenir tous les fronts du conflit et toutes les formes d'expression du populaire. Comme nous l'avons montré, les conflits liés à la concentration et à l'accaparement des terres, à l'exploitation minière ou à l'agrobusiness dévoilent l'approfondissement d'une logique de dépossession, en continuité avec les années 1990. Dans le champ des luttes sociales, la coexistence entre des modèles différents – industrie/services *versus* agrobusiness/minier – présente une forte déconnexion : aussi existe-t-il peu de liens entre les actuelles luttes syndicales et les conflits pour la terre et le territoire. Le fait que dans sa majorité, celles-ci aient lieu à l'intérieur du pays, dans de petites et moyennes localités, fait obstacle à une lecture globale de la problématique, du fait d'une supposée distance entre le rural (ou le semi-rural) et l'urbain. De plus, l'accentuation de la rhétorique nationale-populaire, sur un registre développementiste, renforce l'incompréhension des secteurs syndicaux face aux autres secteurs en conflit. Les groupes intellectuels kirchnéristes comme la nouvelle jeunesse militante maintiennent leur discours verrouillé, nient toute responsabilité du gouvernement et mettent en avant l'importance des politiques sociales et la récupération des acquis sociaux.

Tout semble indiquer que dans les prochaines années la coexistence entre la dynamique nationale-populaire et la logique de dépossession s'aggravera, ce qui place l'Argentine dans une situation fragile et dangereuse. Il convient de noter que la répression a fait 15 morts en un an, en grande partie due à des conflits liés à la terre et au logement. Dans ce sens, même si les Kirchner n'ont pas utilisé la répression comme « politique d'État », il n'en est pas moins vrai que ce sont les gouvernements provinciaux, dont beaucoup sont liés au justicialisme, qui appellent à la répression, utilisant des corps spéciaux de la police provinciale, des groupes de choc des syndicats et même des polices privées, contre ceux qui mettent en question la politique d'accaparement des terres et refusent donc directement ou indirectement l'expansion des modèles productifs extractifs, activement avalisés et promus par les politiques nationales.

10. « *Alpargatas sí, libros no* » (« espadrilles, oui, livres, non ») : consigne du premier péronisme pour exprimer l'opposition entre le peuple et les intellectuels.

Il reste à voir quel chemin suivra la nouvelle jeunesse militante face à la dimension que prennent ces conflits et de quelle capacité d'absorption et de neutralisation de ces affrontements (sociaux, politiques et économiques) fera preuve un gouvernement dont la présidente, après 2011, n'aura plus la possibilité d'être réélue. En regardant vers le futur, cette période chargée de conflits ainsi que la succession au sein du péronisme ouvrent de nouvelles interrogations sur le devenir national-populaire de l'Argentine.

(Traduit de l'espagnol par Marie-France Prévôt-Schapira)

BIBLIOGRAPHIE

- P. Abal Medina, « Modos de politización de organizaciones de trabajadores en grandes empresas », *Estudios Sociológicos*, vol. XXVII, n° 82, janvier-avril 2010.
- M. Armelino, « Syndicat et politique durant les gouvernements kirchnéristes », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 82, 2011.
- D. Azpiazu, M. Schorr, *Hecho en Argentina. Industria y Economía, 1976-2007*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2010.
- M. Barattini, « Reconocernos como trabajadores: la experiencia de la Coordinadora de Trabajadores precarizados », *Memorias VI Jornadas de Sociología de la Universidad Nacional de General Sarmiento*, Buenos Aires, 2008.
- M. Bergel, « En torno al autonomismo argentino », *Darío Vive*, 2007.
- M. Bergel, « Generación e invención de la política », 2011, <http://www.generacionpoliticasur.org/2011/08/01/seminario-identidades-y-procesos-politicos/>
- C. Boyanovsky, *El aluvión. Del piquete al gobierno. Los movimientos sociales y el kirchnerismo*, Buenos Aires, editorial Sudamericana, 2010.
- E. de Ipola, J. C. Portantiero, « Lo nacional-popular y los nacionalismos realmente existentes », dans C. Vilas (dir.), *La democratización fundamental. El populismo en América Latina*, México, Consejo nacional para la cultura y las artes, 1994.
- M. Svampa, M. Antonelli, *Minería trasnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires, Biblos, 2009.
- M. Svampa, *Cambio de época. Movimientos sociales y política*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2008.
- M. Svampa, « Les frontières du gouvernement de Kirchner », *Revue Tiers Monde*, n° 189, juin-juillet 2007.
- M. Svampa, « La Argentina: movimientos sociales e izquierdas », *Entre voces, Revista del grupo Democracia y Desarrollo Local*, n° 5, janvier 2006 (version française: risal.collectifs.net).
- Taller de Estudios Laborales, *Informe trimestral de estadísticas laborales y económicas*, Buenos Aires, janvier 2011, www.tel.org.ar
- J. C. Torre, « Los desafíos de la oposición en un gobierno peronista », dans J. C Torre *et al.*, *Entre el abismo y la ilusión. Peronismo, democracia y mercado*, Buenos Aires, Norma, 1999.
- M. Vásquez, « Socialización política y activismo. Carreras de militancia política de jóvenes referentes de un movimiento de trabajadores desocupados », thèse de doctorat en sciences sociales, université de Buenos Aires, 2010.

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE

L'ARGENTINE DES KIRCHNER

DIX ANS APRÈS LA CRISE



Dix ans après la violente crise de 2001, c'est un pays profondément transformé qui se rendra aux urnes en octobre 2011 pour l'élection présidentielle. Depuis 2004, certains aspects de l'économie argentine tendent à confirmer un renouvellement de la croissance, tandis que certains aspects témoignent d'un effondrement social (violences, criminalités, corruption, mécontentements, musellement de la presse). Pourtant, la présidente Kirchner, élue en 2007, est aujourd'hui la « favorite » dans les sondages, face à une opposition divisée.

Ce dossier s'interroge sur les recompositions de la scène politique et sur la capacité du kirchnérisme à « amalgamer » de larges pans de la société, mais aussi sur les effets dissonants et contradictoires de la prospérité retrouvée. Qu'en est-il des nouvelles formes de mobilisation des travailleurs et des relations entre syndicats et péronisme ? Comment caractériser la société argentine aujourd'hui ?

Le nouveau président pourra-t-il soutenir la relance de l'économie, combattre la corruption omniprésente et fédérer la société autour d'un nouveau projet ?

n. 82 - Automne 2011

Revue trimestrielle - Automne 2011
144 pages | 150 x 230 mm | 20 euros TTC
ISBN : 978-2-36259-030-6

Au sommaire

Dossier | L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise

Dossier coordonné par *Marie France PRÉVÔT - SCHAPIRA*

L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise, *Marie-France PRÉVÔT-SCHAPIRA*

Croissance et inflation en Argentine sous les mandatures Kirchner, *Pierre SALAMA*

Syndicats et politique sous les gouvernements kirchnéristes, *Martín ARMELINO*

Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011), *Ricardo SIDICARO*

Du « Qu'ils s'en aillent tous ! » à l'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire,
Maristella SVAMPA

Clairs-obscur de la structure sociale. Tendances en contrepoint dans l'Argentine du XXI^e siècle,
Gabriel KESSLER

Varia |

Sergio Ramírez, acteur et mémorialiste de la révolution sandiniste, *Nathalie BESSE*

>> DERNIERS DOSSIERS

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE n°81 | MOUVEMENTS SOCIAUX

L'apparition de nouveaux acteurs et mouvements sociaux ne cesse de rythmer la vie politique et sociale de l'Amérique latine. Victime de pouvoirs en place souvent corrompus et discriminants à l'égard des minorités et/ou des indigènes, des forces de toutes origines s'élèvent au nom du « droit à avoir des droits ».

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE n°80 | LE MONOPOLE CATHOLIQUE EN QUESTION

Contrairement à l'Europe, l'Amérique latine est un marché religieux en expansion. Les nouveaux acteurs religieux ne cherchent pas seulement à gagner des parts du marché des biens de salut. Ils visent une égalité de droit avec l'Eglise catholique, et s'engagent dans des démarches de négociation politique. C'est là et aujourd'hui que se joue tout l'avenir des rapports du religieux et du politique dans la région.

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE n°79 | HÉRITAGES DES RÉFORMES AGRAIRES

Depuis la décolonisation, les réformes agraires constituent une mesure phare pour la plupart des gouvernements révolutionnaires du continent latino-américain. La redistribution foncière procède à l'évidence d'un idéal égalitaire et remporte un vif succès auprès de la petite paysannerie « sans-terre ». Elle apaise les tensions sociales et évite la paupérisation des populations rurales souvent soumises, auparavant, à la loi des grands propriétaires fonciers.

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE

BULLETIN D'ACHAT OU D'ABONNEMENT

M, Mme, Mlle Nom _____ Prénom _____
Société/Institution _____
N° _____ Rue _____
_____ Code postal _____
Ville _____ Pays _____
Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (4 numéros)	75 €	85 €
2 ans (8 numéros)	140 €	160 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

À partir du numéro _____

Je souhaite acquérir un numéro de
Problèmes d'Amérique Latine :

n° 81 n° 80

n° 79 n° 78

x 20 € le numéro

et frais de port :

France : 2,10 €

Reste du monde : 4,50 €

Date _____

Signature/Cachet

Paiement par chèque à l'ordre de CHOISEUL ÉDITIONS

Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

CONTACT :

Choiseul éditions

28, rue Etienne Marcel 75002 PARIS

Tel : +33 (0)1 53 34 09 93

abonnement@choiseul-editions.com

www.choiseul-editions.com

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann 75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700202 - clé RIB : 03

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 203

swift (BIC) : NORDFRPP

Frais bancaires à la charge du donneur d'ordre